

Corée du Sud : Après l'échec de l'auto-coup d'État du président Yoon

vendredi 6 décembre 2024, par [WON Youngsu](#) (Date de rédaction antérieure : 5 décembre 2024).

L'auto-coup d'État du président Yoon Suk Yeol a échoué en 153 minutes. Bien que la situation reste instable, la population est à l'abri de la menace d'une confrontation militaire ou d'une répression.

Sommaire

- [Un mystère persistant](#)
- [Division au sein du parti \(...\)](#)
- [La vraie bataille est dans \(...\)](#)

Que s'est-il passé ?

Le 3 décembre à 22h29, Yoon a déclaré qu'il imposait la loi martiale, a formé un commandement militaire et a envoyé des troupes armées des forces spéciales pour occuper le parlement et arrêter les principaux hommes politiques.

Mais la tentative de coup d'État a échoué.

Tandis que les fonctionnaires du parlement et le personnel des partis d'opposition luttaienent contre les soldats putschistes à l'intérieur du parlement, les activistes et les syndicalistes se sont rassemblés à l'extérieur.

À 1 h 02 du matin, le 4 décembre, 190 députés - dont l'ensemble de l'opposition et quelques députés du gouvernement - ont réussi à convoquer une session plénière d'urgence et à voter à l'unanimité l'abrogation de la loi martiale.

Quelques heures plus tard, Yoon a accepté la défaite et a déclaré qu'il respecterait la décision du Parlement. Mais la question de savoir si Yoon doit démissionner ou être destitué reste en suspens.

Un mystère persistant

Pourquoi Yoon a-t-il tenté un auto-coup d'État ? Le président a déclaré que son intention était d'éliminer un « cancer », à savoir les forces antigouvernementales supposées pro-nord-coréennes. Mais il s'agit là d'une [excuse farfelue](#).

Ce que nous savons, c'est que la plupart des personnalités militaires et civiles impliquées dans la tentative de coup d'État étaient des collègues de Yoon au lycée. De plus, le nombre de soldats impliqués était très faible, moins de 280.

Le décret sur la loi martiale, mal rédigé, a révélé à quel point le plan des conspirateurs était peu

réfléchi.

Les secrétaires et ministres de Yoon ont rapidement démissionné, tout comme son ministre de la Défense qui, ayant participé au coup d'État, a tenté de revendiquer la responsabilité de l'avoir fait échouer.

Nous savons également que Yoon et son épouse, Kim Keon-hee, ont déjà fait preuve d'un comportement étrange. À bien des égards, leur mariage ressemble à une comédie noire et à une série télévisée à potins.

Pendant la majeure partie de sa vie, Kim a été une figure surréaliste, impliquée dans plusieurs escroqueries financières, souvent orchestrées par sa mère, elle-même arnaqueuse à grande échelle dans les coulisses.

La responsabilité de l'intrigue du coup d'État incombe peut-être entièrement au couple. En réalité, peu de Coréens les comprennent.

De plus, Yoon est un très mauvais communicant. Début novembre, le président a prononcé un discours à la nation dans lequel il était censé s'excuser pour l'implication de sa femme dans plusieurs scandales. Son discours était si vague que personne n'a compris de quoi il s'excusait.

Il faudra encore du temps pour découvrir les véritables motifs du coup d'État. Il ne fait aucun doute que de nouvelles informations seront révélées au cours du procès et de la punition des putschistes.

Division au sein du parti au pouvoir

Le président semblant refuser de démissionner, les partis d'opposition cherchent à le mettre en accusation.

En 2018, les Sud-Coréens ont forcé le parlement à [déstituer la présidente de l'époque, Park Geun-hye](#), après 134 jours consécutifs de manifestations à la bougie qui ont mobilisé plus de 15 millions de personnes. Park appartenait à un ancien parti qui a ensuite contribué à former le Parti du pouvoir du peuple (PPP) de Yoon en 2020.

Le PPP, parti de droite au pouvoir, est confronté à une crise profonde. Il a subi une défaite cuisante lors des élections générales d'avril, ce qui l'a rendu minoritaire au parlement.

Bien que Yoon ait choisi son ami Han Dong-hoon pour diriger le parti, le PPP est aujourd'hui divisé entre les partisans de Yoon et ceux de Han.

La tentative de coup d'État de Yoon a surpris les dirigeants du parti, ce qui a conduit Han et 18 autres députés du gouvernement à se joindre à l'opposition pour abroger la loi martiale.

Dans un premier temps, il semblait également qu'ils soutiendraient la destitution. Mais après de longues discussions, la faction de Han n'a pas réussi à persuader les partisans de Yoon de soutenir la destitution du président.

Si la faction pro-Yoon ne pouvait en aucun cas justifier le coup d'État, la destitution était un pas de trop. Nombreux sont ceux qui estiment que la destitution d'un deuxième président signifierait la mort politique du parti.

La décision du parti au pouvoir a placé le parti démocratique de l'opposition dans une situation

délicate, car il avait besoin des voix d'au moins quelques députés du gouvernement pour obtenir la majorité des deux tiers requise pour la destitution.

Mais l'opinion publique se retournant contre le chef du coup d'État manqué, le PPP pourrait bientôt payer un prix politique très lourd pour son soutien continu à Yoon.

[Un sondage réalisé le 4 décembre](#) auprès de 504 personnes a révélé que 73,6 % d'entre elles étaient favorables à la destitution, contre 24 % seulement qui y étaient opposées.

À la question de savoir si Yoon avait commis le crime de trahison en déclarant la loi martiale, 68,5 % des personnes interrogées ont répondu par l'affirmative et seulement 24,9 % par la négative.

La vraie bataille est dans la rue

Étant donné que la procédure de destitution semble bloquée, c'est maintenant au peuple d'intervenir là où les politiciens ont échoué.

Étant donné que l'auto-coup d'État s'est terminé assez rapidement, la mobilisation populaire contre celui-ci a été assez limitée. Des manifestations ont eu lieu à l'intérieur et à l'extérieur du parlement, ainsi que sur la place Gwanghwamun, lieu de protestation symbolique lors des manifestations aux chandelles de 2018.



Une grande manifestation pour exiger la démission de Yoon est prévue à Séoul ce week-end.

Le PPP deviendra sans aucun doute la cible de la colère de la population s'il choisit de continuer à soutenir Yoon. Les conservateurs de droite au pouvoir sont confrontés à un choix existentiel : se débarrasser de Yoon ou s'effondrer avec lui en tant que force politique.

Quelle que soit son intention, Yoon n'a pas reconnu la nature profonde de la résistance populaire qui s'est manifestée pendant des décennies face aux dictatures militaires et civiles. Les Sud-Coréens refusent d'accepter la vue de chars et de troupes occupant le cœur de Séoul.

Le coup d'État manqué de Yoon a montré que la Corée du Sud a encore du chemin à parcourir pour parvenir à une véritable démocratie - et que cela nécessitera d'autres révolutions démocratiques.

Youngsu Won

P.-S.

• Inprecor. 6 décembre 2024 :
<https://inprecor.fr/node/4476>

Source : *Links*, 5 décembre 2024

[Publié le 5 décembre 2024 par *Links*.](#)